

Mois de la sensibilisation au cancer du sein

Le SOIR

● Baie-des-Chaleurs



1269

SQ en Gaspésie

«Aucun poste ne fermera», assure Legault

page 5

Motoneige : solution durable, mais pas avant 2026

page 3



Spécial référendum : 30 ans plus tard

pages 8 à 12

Cancers au pavillon Cantin : le rapport rendu public

La direction régionale de santé publique Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine a rendu public son rapport d'enquête épidémiologique à propos des occurrences de cancer au Pavillon Cantin.

Jean-Philippe Thibault

Cette enquête avait été menée suite à des inquiétudes rapportées en lien avec des cas de cancer diagnostiqués chez des membres du personnel du Pavillon Cantin.

Parallèlement, un nombre important de tests a été fait pour analyser la qualité de l'air et de l'eau, de même que la présence de métaux lourds dans l'installation.

Outre une concentration un peu plus élevée de cuivre dans certaines buvettes – ce qui a mené à des correctifs – aucune anomalie n'a été décelée au niveau du bâtiment. Les tests de radon, qui étaient en cours lors de la présentation des résultats de l'enquête en juin, se sont aussi révélés normaux, précise la santé publique.

«Les démarches rigoureuses effectuées au cours des derniers mois confirment que l'environnement du Pavillon Cantin est un lieu sûr et sécuritaire», conclut-elle. Le rapport d'une quarantaine de pages est disponible pour consultation sur le site Web du CISSS de la Gaspésie.



Le rapport d'enquête est maintenant public. Photo Jean-Philippe Thibault

Le parc PPAW comme prévu en décembre 2026

Faisant état de l'avancement du chantier du parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk (PPAW), l'Alliance de l'énergie de l'Est et son partenaire Invenergy indiquent qu'il devrait entrer en service comme prévu en décembre 2026.

Nelson Sergerie

Depuis le début de l'année, des travaux de déboisement ont été exécutés par une entreprise locale et une entreprise de la Première Nation Wolastoqiyik Wampanoag. L'aménagement des aires de travail et des

chemins ainsi que la construction des fondations d'éoliennes progressent bien.

«On avait un objectif de mise en opération commerciale le 1^{er} décembre 2026. On procède dans les temps requis. L'échéancier est respecté et je dirais qu'on a de nombreux travailleurs sur le chantier qui nous permettent de maintenir la cadence», note le président de l'Alliance, Michel Lagacé.

Plus de 400 travailleurs s'affairent ainsi à livrer le parc dans les délais

prévus avec un budget de 1,1 milliard de dollars, qui devrait être respecté. Le Groupe Gilbert de Chicoutimi s'est allié en consortium avec CRT Construction de Lévis pour ce grand projet.

La livraison des composantes est pratiquement complétée, alors qu'a débuté en septembre le transport des sections de tours fabriquées par Marmen Énergie à Matane.

Pas de pales de Gaspé

Une vingtaine d'éoliennes sur les 56 du PPAW devraient ainsi être à moitié complétées cet automne. Cependant, les pales ne proviendront pas de l'usine LM Wind Power de Gaspé.

«Ce qu'on va souhaiter, c'est que GE puisse offrir des pales pour le marché québécois. Ce serait une excellente nouvelle. Les tours chez Marmen et les pales à Gaspé, ce serait extraordinaire», convient Michel Lagacé. Les pales viendront incidemment de l'extérieur du Canada.



Éoliennes PPAW Photo CRT Construction

Une route 198 plus dégagée

Ceux qui circulent régulièrement sur la route 198 auront remarqué cette année une meilleure visibilité sur plusieurs tronçons entre Gaspé et Murdochville.

Nelson Sergerie

Le ministère des Transports et de la Mobilité durable a entrepris une coupe de la forêt le long de l'axe routier afin de se conformer aux normes et aussi améliorer la visibilité.

Par ailleurs, cette coupe sécurise aussi l'axe routier lors de grands vents alors que la chute d'arbres ne viendra plus obstruer l'artère routière.

Le travail a été amorcé l'an dernier et devrait se poursuivre sur les cinq pro-

chaines années, à raison d'un investissement de quelque 200 000 \$ par année.

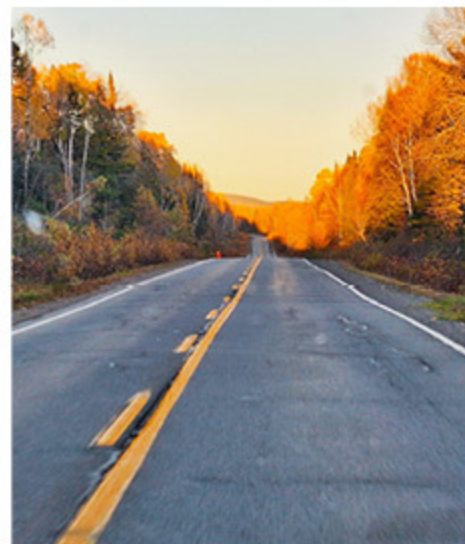
L'entrepreneur retenu cette année pour le travail, à la suite d'un appel d'offres, montre une forte efficacité alors que les efforts sont clairement visibles.

Ce travail n'a jamais été fait sur cette route qui comporte son lot de courbes, de côtes et sensible à la grande faune.

Une fois le travail complété, des travaux d'entretien seront réalisés pour maintenir ce large corridor de visibilité le long de l'axe de la route 198.

Aucune intervention n'est requise entre Murdochville et L'Anse-Pleureuse, car

selon le ministère, le dégagement de la route était déjà aux normes.



Route 198 Photo Nelson Sergerie

La passerelle sera reconstruite à Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine

Une épine sera retirée du pied de plusieurs amateurs de sports motorisés et d'entrepreneurs locaux. La passerelle enjambant la rivière Madeleine à Sainte-Madeleine sera reconstruite.



Jean-Philippe Thibault
jpthibault@lesoir.ca

Ce dossier avait fait grand bruit l'an dernier, tout juste à l'aube de la saison de motoneige. La passerelle avait été fermée d'urgence le 8 novembre suite à une inspection de sécurité. Un branle-bas de combat s'en était suivi pour trouver une alternative de passage.

La fermeture de l'infrastructure isolait une partie du secteur de l'Estran puisque les motoneigistes nombreux à faire le tour de la Gaspésie par le sentier trans-Québec 5 devaient incidemment couper directement vers le sud pour se rendre vers Gaspé, évitant le secteur de Grande-Vallée et des environs. Le pont routier situé tout près ne peut pas être emprunté par des VTT pour des enjeux techniques et de sécurité. Québec a finalement annoncé qu'un service de navette gratuit serait mis en place.

Afin de trouver une solution pérenne, la passerelle de 288 pieds sera donc reconstruite. Le coût est évalué à 913 000 \$, dont la part du lion provient de Québec via le Programme d'aide financière aux véhicules hors



route géré par la Table des préfets des MRC de la Gaspésie. Un peu plus de 800 000 \$ provient de cette enveloppe. Les deux fédérations québécoises de quad et de motoneige ajoutent chacune 55 000 \$ pour compléter le montage financier.

Pas de navette à date

La fin des travaux de reconstruction est prévue pour juin 2026. La passerelle sera donc fermée cet hiver. Au moment d'écrire ces lignes, il n'était pas encore certain de savoir si le service de navette serait de retour pour une autre saison. Un comité de suivi tente actuellement de trouver des solutions.

La facture l'an dernier s'était élevée à 150 000 \$ pour le ministère des

Transports et de la Mobilité durable (MTMD). Du 13 janvier au 29 mars, ce sont 1317 motoneigistes qui avaient eu recours au service, selon les informations de Radio-Canada.

«Le ministère est actuellement en discussion avec la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec pour trouver une solution», a répondu par courriel de manière laconique une porte-parole du MTMD. Le ministère indiquait toutefois l'an dernier qu'il s'agissait d'une mesure unique et qu'il n'était pas chaud à l'idée de la reconduire une année de plus.

Un secteur isolé

L'industrie de la motoneige représente plus de 70 emplois entre Sainte-Madeleine et Rivière-au-Re-



La passerelle permet de faire le pont vers le secteur nord de la Gaspésie pour en faire la boucle en hiver. Getty Images/iStockphoto – Monique Levesque

nard (sans compter les propriétaires eux-mêmes), avait alors calculé la Chambre de commerce de La Côte-de-Gaspé.

«Dans l'Estran, les motoneigistes sont la principale clientèle touristique hivernale», confirme toutefois Émilie LeBlanc-Laberge, propriétaire d'Évasion Nature Petite-Vallée. L'an dernier, elle estimait entre 75 % et 95 % la proportion de ses clients hivernaux issus du secteur de la motoneige.

«Ça fait toute la différence par exemple à savoir si j'offre le service de restauration ou si je ne l'offre pas. Et s'il n'y a pas d'alternative à la navette, on perd 75 % de notre clientèle, c'est énorme!»

À VENIR

CAHIER
DES Vœux
DE NOËL

17 DÉCEMBRE 2025



Date limite
pour envoyer
les photos
1^{er} déc.
2025

FAITES VITE!

Envoyez-nous vos photos
d'enfants dès maintenant!



OU par courriel à
mdaraiche@lesoir.ca

Important! Inscrire:

- Votre secteur
- Le prénom des enfants
- Leur âge

Le SOIR

L'achat d'aliments d'ici progresse

Dans le cadre de la Stratégie nationale d'approvisionnement en aliments québécois, un forum national s'est tenu à Montréal et un autre régional a été organisé à Gaspé.

Nelson Sergerie

Pour celui dans la région, Gaspésie Gourmande a réussi à attirer 31 partenaires pour discuter de cet enjeu. L'achat d'aliments québécois progresse, selon l'organisation.

«On se rend compte que même si c'est la théorie du petit pas, on voit qu'aujourd'hui il y a de beaux résultats, note la directrice Johanne Michaud. On avait un panel avec quatre institutions qui racontaient ce qu'ils font avec nos produits locaux dans leur menu. Quand on a un CISSS de la Gaspésie qui nous dit que 56,6 % de leurs produits sont québécois et gaspésiens, on dit wow! Et ils veulent en faire de plus en plus.»

Le sébaste est un exemple de produit de la Gaspésie qui pourrait s'exporter à l'ensemble de la province, estime-t-elle.

«C'est ce qu'on souhaite. Les Pêcheries Gaspésiennes était avec nous. Ils vont en transformer davantage. C'est la volonté que ce poisson se taille une place de plus en plus grande dans nos institutions. C'est peut-être un chemin un peu long, mais il y a de belles occasions à venir et il y a un intérêt de la part des institutions.»

Québec a d'ailleurs annoncé il y a quelques jours une aide de 500 000 \$ pour l'automatisation de l'usine de transformation de Rivière-au-Renard.

Stimuler les institutions

La proximité reste une stratégie pour les producteurs lorsque vient le temps de vendre leurs produits aux institutions.



Un forum sur l'alimentation locale a réuni 31 partenaires à Gaspé. Photo Gaspésie Gourmande

«Ce qu'on nous disait c'est que la rencontre avec les producteurs est une stratégie gagnante. On n'a rien à envier aux gros producteurs de la Montérégie. Il y a des institutions qui s'entendent avec des producteurs pour produire une quantité de produit et ça, il y a juste la proximité qui le permet», explique Johanne Michaud.

Dans la prochaine année, l'objectif de base reste de stimuler la présence des

produits d'ici dans les institutions d'ici.

«On n'est pas parti avec un objectif en tant que tel, mais ce fut une journée de maillage. L'objectif en fait est qu'on s'est rendu compte qu'on est sur une belle lancée. On est sur la bonne voie et il s'agit de poursuivre. On avance même si des fois, on ne le voit pas à tous les jours. Un événement comme aujourd'hui nous permet de le voir», conclut la directrice.



Hommage bénévolat- Québec

Un prix distinctif
pour des gens
de cœur

Proposez une candidature
Quebec.ca/prixbénévolat

Date limite d'inscription : 5 décembre 2025



102

Centre de services scolaire des Chic-Chocs

Centre administratif



Budget équilibré de 95,6 M\$

Le conseil d'administration du Centre de services scolaire des Chic-Chocs (CSSCC) a adopté un budget équilibré de 95,6 millions de dollars, sans puiser dans son surplus accumulé. «C'est un exercice plus complexe que d'habitude. Par contre, on a réussi à présenter un budget équilibré malgré les efforts budgétaires demandés par le ministère», note la directrice générale, Josée Synnott. Les budgets des établissements et aux services aux élèves sont épargnés, confirme-t-elle. Les services administratifs subiront les compressions. Québec avait annoncé à la fin de l'année scolaire une ponction de 1,5 million, mais un réinvestissement de 1,4 million en juillet. «L'aide alimentaire a été bonifiée, mais aussi des mesures pour aider à la lecture et les premiers apprentissages», ajoute la directrice. Un seul projet d'infrastructure a cependant été déposé au ministère de l'Éducation, soit la réfection de la résidence étudiante de Sainte-Anne-des-Monts. (N.S.)

SQ: pas de fermeture en Gaspésie

Le premier ministre François Legault a été clair : pas question de fermer les postes auxiliaires de la Sûreté du Québec en Gaspésie dans l'effort de 120 millions \$ demandé au corps policier dans le contexte de finances publiques serrées.



Nelson Sergerie
info@lesoir.ca

Québecor laissait entendre, le 28 octobre, que Québec voulait notamment fermer les postes auxiliaires pour répondre à la demande du gouvernement. Les postes auxiliaires de Matapédia, New Carlisle et Grande-Vallée étaient dans la mire de l'état-major de la SQ.

Questionné par le chef péquiste Paul Saint-Pierre Plamondon à la période de questions à l'Assemblée nationale, François Legault a été clair. « Il n'y a aucun plan qui a été approuvé. On regarde dans tous les ministères pour réduire la bureaucratie sans toucher aux services », a répondu le premier ministre au chef du PQ.



Le poste auxiliaire de la Sûreté du Québec à Matapédia Photo courtoisie



Le premier ministre du Québec, François Legault
Photo La Presse Canadienne- Jacques Boissinot

Demeurer vigilant

L'annonce de cette possibilité a fait réagir rapidement le milieu politique en Gaspésie. Le président de la Table des préfets de la Gaspésie et président de la Table de la sécurité publique Avignon-Bonaventure, Mathieu Lapointe, se montre préoccupé par ce genre d'annonce.

« On va demeurer vigilant, mais c'est préoccupant. C'est important de

maintenir ces postes. Le poste de Matapédia relève d'Amqui. Ça voudrait dire qu'on aurait des policiers qui partiraient d'Amqui et couvrir les 140 kilomètres pour couvrir le territoire desservi par Matapédia. C'est un non-sens pour la sécurité de la population d'Avignon et de Bonaventure », commente monsieur Lapointe.

De plus, aucun signal cellulaire n'est captable entre Amqui et Matapédia durant 30 minutes lors d'un appel d'urgence. « Ça ne peut pas fonctionner. On veut que la Sûreté du Québec et le ministre changent d'avis. On va rappeler l'importance et la pertinence d'avoir ces postes », poursuit le président de la table.

Sur la Côte-de-Gaspé, le poste de Grande-Vallée se trouve à une centaine de kilomètres des postes principaux de Gaspé et de Sainte-Anne-des-Monts. « C'est un ballon qui semble avoir été lancé par l'état-major de la SQ. Ils ont proposé un plan au ministre et pour avoir parlé au ministre, il ne semble pas en accord

avec ce plan », commente le préfet de la Côte-de-Gaspé, Daniel Côté, qui a pu parler directement au ministre de la Sécurité publique, Ian Lafrenière.

Rectifier le tir

La députée de Bonaventure se veut rassurante, tout comme son chef. « Je tiens à rectifier le tir. On n'a pas approuvé ce qui est sorti dans les médias. On veut s'attaquer à la bureaucratie et c'est dans tous les secteurs. On a demandé à la Sûreté du Québec de proposer un plan pour revenir à l'équilibre budgétaire et quand ils ont proposé ce plan, le ministre ne l'a pas accepté et leur a demandé de retourner à la planche à dessin », commente la caquiste Catherine Blouin.

À au moins 10 reprises au cours de l'été, le poste de la Sûreté du Québec s'est retrouvé avec un seul patrouilleur, selon les informations obtenues par *Le Soir*. Le préfet de la MRC de la Côte-de-Gaspé ne peut pas confirmer ces informations.

Deux individus volent la SAQ de Pointe-à-la-Croix

Deux individus sont toujours recherchés par la Sûreté du Québec après un vol commis, le 27 octobre en fin de soirée, à la succursale de la Société des alcools du Québec de Pointe-à-la-Croix.

Nelson Sergerie

Vers 23 h 30, les individus sont entrés par effraction et sont repartis avec des bouteilles. Les personnes ont quitté les lieux à pied.

Les enquêteurs et techniciens en scène de crime se sont déplacés sur place mardi matin pour recueillir des indices dans l'espoir de

mettre la main au collet des deux suspects.

Selon la police, ce n'est pas la première fois que la succursale est ciblée par des individus. Dans la dernière année et demie, des méfaits ont été commis à cet endroit.



Le premier ministre François Legault, l'ex-chef libéral par intérim Marc Tanguay, la co-porte-parole de Québec solidaire, Ruba Ghazal et le chef du Parti québécois, Paul St-Pierre Plamondon. Photo La Presse Canadienne-Jacques Boissinot

Le fond du baril politique au Québec

L'élite de notre société n'a à peu près plus aucun intérêt pour la politique. Pourtant, le déclenchement des élections provinciales est à nos portes. Moins d'un an avant le début des élections qui se tiendront le 5 octobre 2026.

Qu'a-t-on à se mettre sous la dent présentement? Il y a le Parti québécois, qui promet un référendum s'il est élu. Certains d'entre nous ont même reçu un dossier économique complet d'une hypothétique victoire référendaire durant leur mandat. Malheureusement, ce document date déjà de 2023. Un bien beau dossier, sauf qu'il ne parle pas des droits de douane imposés par le régime de Donald Trump depuis l'été 2025. L'économie mondiale traverse une crise qu'on n'a pas vue depuis les années 30.

Même si on aime bien l'idée d'un pays qui serait viable sur le plan économique, le doute est énorme, pour ne pas dire plus. Que fera l'oncle Donald s'il voit, durant son mandat, une bourgade sans armée, dotée d'hydroélectricité, d'aluminium, d'eau douce à n'en plus finir, tout autant que de minéraux stratégiques qui se trouvent tout juste

à portée de main, prêts à être cueillis comme un fruit mûr?

Le gouvernement américain a déjà son pied-à-terre chez nous, à Sept-Îles, avec la compagnie Métaux Torngat et le président du CA, Thomas F. Gilman, un donateur du Parti républicain (source : Radio-Canada). Voyons, il ne fera rien de méchant, tout le monde sait ça. Un vrai ti-coq en pâte, l'ami Donald.

Rien de mieux à dire

On a aussi, au Québec, le Parti libéral, avec à sa tête Pablo Rodriguez, qui n'a trouvé rien de mieux à dire, en plein parlement le 21 novembre dernier, que le Québec devra signer un jour la Constitution canadienne. Inutile de dire qu'il a eu droit à une levée de boucliers de la part de tous les autres partis en chambre. Comme le dirait si bien mon voisin : « Ça commence bien. »

Pour un homme qui s'est montré aussi présent en public que le fantôme de ma grand-mère depuis sa victoire du 14 juin dernier, avouons que sa première journée au parlement a de quoi inquiéter.

Inutile de parler de la CAQ. Un parti sur ses derniers balbutiements, qui ne sait plus où donner de la tête.

Alors, on fait quoi? Peut-on convaincre Paul St-Pierre Plamondon de revenir sur ses paroles afin de remettre l'idée d'un référendum aux calendes grecques? Il a affirmé encore la semaine passée qu'il tiendra le référendum dès son premier mandat, fin de la discussion.

*Comme le disait si bien Jean Chrétien :
« Que voulez-vous, on a couru après. »*

C'est ce qui me fait dire que nous atteignons le fond du baril sur le plan politique au Québec. La qualité des candidats est, en moyenne, moindre que par le passé. Les blagues de mauvais goût, les critiques, parfois crues et méchantes à souhait, laissent des traces un peu partout chez nos

leaders présentement. De quoi en décourager plus d'un de se présenter en politique.

Être politicien en 2025, c'est comme accepter de se mettre une cible dans le dos tout en fournissant les tomates à qui veut bien servir de tireur d'élite. Les attaques sont gratuites et arrivent de partout. Trop souvent aussi, les baveux se cachent et restent anonymes pour émettre des commentaires tout aussi cruels qu'insultants.

Comme population, je pose la question : qu'avons-nous comme résultat en nous comportant ainsi? La réponse est toute simple : l'élite de notre société a tiré sa révérence, en grande majorité, de la politique. Elle préfère, et de loin, se faire voir sur des balados en se montrant sous son meilleur jour, tout en faisant crever de jalousie les p'tits morveux qui auraient tant aimé les pourfendre sans aucune raison.

On a les dirigeants qu'on mérite, semble-t-il. Comme le disait si bien Jean Chrétien : « Que voulez-vous, on a couru après. »

Les musées des régions sont en danger

Cinq musées de l'Est-du-Québec et de la Côte-Nord, dont celui de la Gaspésie, lancent un cri du cœur au gouvernement Legault pour éviter leur fermeture, comme celles de 38 autres institutions muséales à travers la province, fragilisée par le sous-financement.

Emy-Jane Déry
edery@lenord-cotier.com

Ses dirigeants soutiennent avoir besoin de 2,54 M\$ pour l'ensemble des musées en régions éloignées pour assurer leur survie à long terme.

Le Musée de la Gaspésie fait face à des déficits répétés qui ont épuisé ses réserves. Celui de Rimouski a dû fermer ses portes pendant huit mois durant l'année. Le Musée du Bas-Saint-Laurent, à Rivière-du-Loup, fait face à une forte pression financière.



Le Musée de la Gaspésie fait face à des déficits répétés qui ont épuisé ses réserves. Photo courtoisie Tourisme Gaspésie



Le Musée de la Gaspésie. Photo courtoisie Tourisme Gaspésie

Le Musée de la Mer aux Îles-de-la-Madeleine est fermé depuis le 10 octobre, tandis que le Musée de la Côte-Nord a réduit ses heures d'ouverture et son personnel assume l'entretien des bâtiments.

«Un montant de 2,54 M\$ est modeste à l'échelle d'un budget gouvernemental, mais il ferait une différence immense pour nos communautés et la préservation de notre patrimoine collectif», estime le directeur général du Musée de la Gaspésie et porte-parole du regroupement, Martin Roussy.

Trouver des façons d'économiser

Faute de financement, le Musée de la Côte-Nord sera fermé partiellement cet hiver pour une deuxième année consécutive. Comme les autres basés en région, sa petite équipe permanente composée de cinq personnes

se partage les tâches du ménage du bâtiment, question d'économiser un peu d'argent.

«Depuis que je suis arrivée, la grande majorité de mon temps, c'est d'essayer de trouver des façons d'économiser et de trouver du financement le plus possible», indique sa directrice, Mélissa Lacroix, en poste depuis seulement quelques mois.

Concrètement, chaque dollar investi par le Programme d'aide au fonctionnement des institutions muséales (PAFIM) ne vaut que 0,65 \$ dans ces régions, plaident les cinq musées de l'Est-du-Québec.

«Si on veut, par exemple, au Musée de la Gaspésie présenter une exposition itinérante qui a été fabriquée à Montréal, pour les gens qui sont à 200 km de circonférence autour de Montréal,



Les directions générales des musées de la Gaspésie (Martin Roussy), de Rimouski (France Leclerc), du Bas-Saint-Laurent (Mélodie Girard), de la Côte-Nord (Mélissa Lacroix), de la Mer aux Îles-de-la-Madeleine (Carole Lemieux) et Jean-François Royal, président de la Société des musées du Québec. Photo courtoisie

le coût est à 15 000 \$, mais rendu au Musée de la Gaspésie, c'est 30 000 \$. C'est le double. C'est ce genre d'écart important qui crée ces coûts d'exploitation qui sont plus élevés», illustre monsieur Roussy. L'éloignement et les contraintes logistiques se traduiraient par des coûts d'exploitation en moyenne 60 % plus élevés que dans le reste de la province.

Une solution «réaliste» pour éviter le naufrage

Le regroupement des musées en régions éloignées affirme aussi avoir mis le doigt sur une solution qu'il juge «réaliste».

Emy-Jane Déry

En plus de l'investissement immédiat, il souhaiterait qu'un supplément à l'éloignement soit inclus au Programme d'aide au fonctionnement des institutions muséales (PAFIM) de

façon permanente.

«Ce supplément-là, à l'éloignement, se base sur un indice qui s'appelle l'indice de disparité régionale. C'est un indice qui existe déjà au gouvernement et qui est utilisé, par exemple, pour évaluer les coûts de construction d'un bâtiment», explique Martin Roussy.

L'indice permet de calculer les coûts

supplémentaires liés à l'éloignement pour un projet. Le regroupement a déposé des documents explicatifs au gouvernement. «On a rencontré les porte-parole en matière de culture des trois partis d'opposition pour les sensibiliser à notre dossier, ainsi que nos députés et les ministres responsables de nos régions», souligne Roussy.

Bateau fantôme

Le regroupement espère que son appel à l'aide amènera le gouvernement à agir rapidement. «Parce que, oui, si rien n'est fait, le Musée de la Gaspésie, comme les autres institutions muséales en région éloignée, risque de devenir un bateau fantôme qui va emporter avec lui une part de notre histoire et de notre identité», a conclu Martin Roussy.

Déclaration: Parizeau a marqué l'histoire

Les mots controversés du premier ministre Jacques Parizeau après la défaite référendaire ont cristallisé les tensions de cette soirée du 30 octobre 1995.

Johanne Fournier

Alors que les résultats du référendum confirment la victoire du non par moins de 54 000 voix, le chef du Parti québécois prononce des paroles qui marqueront à jamais l'histoire politique québécoise. Sa déclaration sur «l'argent et les votes ethniques» provoque immédiatement une onde de choc qui divise même le camp souverainiste.

Pour le député péquiste de Matane de cette époque et proche collaborateur de Parizeau, le contexte de cette déclaration est crucial. «Moi qui ai vécu à Montréal pendant

41 ans, je savais que les trois communautés que sont les Juifs, les Italiens et les Grecs avaient monté une stratégie pour faire en sorte que les gens votent non au référendum», explique Matthias Rioux. Selon lui, son chef ciblait spécifiquement ces trois communautés montréalaises qui s'étaient massivement mobilisées contre la souveraineté.

Les résultats dans l'ouest de Montréal, qui affichaient un pourcentage élevé pour le non, contrastaient fortement avec ceux du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, où le oui avait récolté jusqu'à 64 % des voix. Cette disparité géographique et linguistique avait alimenté un sentiment de frustration chez les souverainistes de l'Est-du-Québec, convaincus d'avoir «fait leur pays» dans leur région, comme l'exprime celle qui était députée de Matapédia en 1995, Danielle Doyer.



L'ex-premier ministre du Québec et le chef du Comité pour le OUI, Jacques Parizeau. Photo courtoisie

Soirée référendaire

Madame Doyer se trouvait à Mont-Joli lors de la soirée référendaire. Celle qui avait été nommée par M. Parizeau à titre de déléguée régionale pour le Bas-Saint-Laurent raconte avoir dû calmer des militants en colère.

«Quand monsieur Parizeau a prononcé sa fameuse phrase et qu'on regardait les résultats dans Montréal et dans l'ouest de Montréal, tout comme ceux de Québec où le oui n'avait pas été très fort, on était très déçu.» Elle se souvient néanmoins de la maturité démocratique des Québécois. «Est-ce qu'il y a beaucoup de peuples dans le monde où on fait un référendum démocratique et que, le lendemain matin, il n'y a pas de batailles et de violence?»

Pour Matthias Rioux, la soirée du 30 octobre 1995 marque le début d'une fracture au sein du mouvement souverainiste. Parizeau annonce son départ immédiat. Lucien Bouchard lui succède. De l'avis du député de l'époque, cette transition précipitée engendre un débat stratégique majeur : faut-il organiser rapidement un «match revanche» ou attendre des conditions plus favorables?

«Moi, j'étais pour qu'on aille dans un match revanche tout de suite parce qu'un sondage indiquait que 57 % des Québécois voteraient oui dans un référendum rapide», explique l'ancien ministre du Travail appartenant au premier camp. Mais, Bouchard refuse. Monsieur Rioux qualifie cette décision de «bouillie pour les chats» puisque, selon lui, elle a démobilisé les militants qui étaient prêts à retourner au combat.



La soirée référendaire du camp du oui à Mont-Joli. Photo courtoisie

Référendum «volé»: hypocrisie monstre d'Ottawa

Pour Matthias Rioux, la défaite était d'autant plus difficile à accepter qu'il est convaincu que le référendum a été «volé».

Johanne Fournier

Lui et Danielle Doyer dénoncent la marche pour le non qui a eu lieu à Montréal quelques jours avant le jour J, où des Canadiens venus de partout au pays, financés par Ottawa, ont crié leur amour aux Québécois dans ce

que monsieur Rioux qualifie d'«hypocrisie monstre». Selon lui et madame Doyer, les dépenses dépassaient largement les limites légales.

Trente ans plus tard, le référendum

de 1995 demeure gravé dans les mémoires comme un moment pivot où l'histoire du Québec a basculé sur quelques dizaines de milliers de voix.



L'Est-du-Québec, bastion du OUI en 1995

Trente ans après le référendum historique, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie se souviennent de l'appui massif à la souveraineté.



Johanne Fournier
jfournier@lesoir.ca

Le 30 octobre 1995 restera gravé dans la mémoire collective québécoise comme l'un des moments les plus déterminants de son histoire. Si le non l'a emporté à l'échelle du Québec par la mince marge de 50,58 % contre 49,2 %, l'histoire a été tout autre dans l'Est-du-Québec, où le oui a triomphé avec éclat.

Dans ces territoires, le vote souverainiste a atteint des sommets remarquables. La circonscription de Matapédia a enregistré le meilleur résultat avec 64,3 % d'appui au oui, suivie de près par Rimouski avec 63,73 % et Matane avec 62,46 %. Même Gaspé, réputée plus modérée, a donné 58,5 % de ses voix au camp souverainiste. Seule Bonaventure a

résisté, votant non à 52 %, avec une différence d'à peine 645 voix.

Ces résultats exceptionnels s'expliquent par une mobilisation sans précédent. Le député de Matane de l'époque et délégué régional pour le référendum en Gaspésie se souvient d'une organisation méticuleuse. « Dans la région, on s'était donné comme objectif d'aller chercher un bon score pour le oui à partir des Îles-de-la-Madeleine jusqu'à Rivière-du-Loup », raconte Matthias Rioux.

Vaste coalition

La stratégie du camp du oui s'appuyait sur une vaste coalition regroupant enseignants, syndicalistes, artistes et leaders communautaires. Les syndicats comme la CSN et la FTQ ont joué un rôle crucial dans cette mobilisation populaire. Dirigée par l'ex-députée de Rimouski-Témiscouata, Monique Vézina, la Commission sur l'avenir du Québec avait parcouru les MRC pour recueillir les aspirations des citoyens.



La Commission sur l'avenir du Québec avait parcouru les MRC pour recueillir les aspirations des citoyens. Photo courtoisie

« Je n'ai jamais revécu une aussi grande concertation des forces vives du Bas-Saint-Laurent pour atteindre un objectif commun, souligne l'ex-députée de Matapédia, Danielle Doyer. C'était merveilleux ! » Elle décrit des journées de travail acharnées, partant de chez elle à l'aube pour ne rentrer qu'après minuit, portée par l'adrénaline et l'enthousiasme populaire.

L'ancienne parlementaire se souvient de l'été 1995, alors que le premier

ministre Jacques Parizeau était débarqué à Sainte-Luce, où des milliers de militants et de partisans du camp du oui l'attendaient, dont l'écrivain Victor-Lévy Beaulieu. Pour l'occasion, le « chapiteau de la souveraineté » avait été érigé.

À quelques jours du scrutin, plus précisément le 11 octobre 1995, le chef du Parti québécois avait aussi rendu visite aux militants du oui à Matane.

Les taux de participation ont frôlé ou dépassé les 90 %



Victor-Lévy Beaulieu était un partisan du camp du oui. On le voit ici lors d'un grand rassemblement à l'été 1995 à Sainte-Luce. Photo courtoisie

Les taux de participation ont frôlé ou dépassé les 90 % au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, témoignant de l'engagement citoyen exceptionnel.

Olivier Theriault

cret. Soutenu par le Parti libéral du Québec et le Parti libéral du Canada, il comptait sur certains maires, entrepreneurs et membres de la communauté anglophone.

Charest en Gaspésie

Dans ces régions, le projet souverainiste résonnait avec des préoccupations locales bien réelles : décentralisation des pouvoirs, contrôle des ressources naturelles, protection des acquis sociaux et développement économique régional.

Bien que présent, le camp du non demeurait minoritaire et plus dis-

Jean Charest, alors chef du Parti progressiste-conservateur du Canada, avait fait campagne dans l'Est-du-Québec, notamment à Bonaventure, où son influence avait contribué à la victoire du non. C'est du moins ce qu'en pense le président de l'Association libérale de la circonscription de Bonaventure en 1995 et fervent défenseur de l'option du non, Fabrice Bourque.



Photo La Presse
Canadienne -
Graham Hughes

Un pays pour assurer l'égalité

La CAQ veut faire adopter une constitution québécoise qui consacrerait, entre autres, l'égalité entre les hommes et les femmes.

Si on veut vraiment parler d'égalité, il faut aussi parler de pouvoir et, surtout, du manque de pouvoir que le Québec a encore sur les grands leviers qui permettent de faire vivre cette égalité. La libération des femmes ne se fera pas sans une véritable libération nationale.

Le gouvernement Legault propose une constitution symbolique, sans effet sur le partage des compétences entre Québec et Ottawa. Autrement dit : une déclaration d'intention, mais sans les moyens de la réaliser. Le problème, c'est que le cadre canadien dans lequel on se trouve freine non seulement notre développement, mais aussi notre capacité à traduire nos valeurs en actions concrètes. Si on veut que l'égalité hommes-femmes soit au cœur du projet québécois, c'est dans un Québec pleinement souverain qu'on pourra vraiment le faire.

Bâtons dans les roues

Plusieurs exemples démontrent que la souveraineté est essentielle pour préserver nos acquis en matière

d'égalité hommes-femmes et assurer la cohérence de nos politiques publiques.

Prenons un exemple clair : la loi québécoise sur l'équité salariale. C'est une fierté nationale. Elle a permis de réduire les inégalités économiques entre les hommes et les femmes. Pourtant, environ 15 % de la main-d'œuvre québécoise échappe encore à cette loi, parce qu'elle travaille dans des entreprises de juridiction fédérale.

La même situation survient pour le retrait préventif des travailleuses enceintes : le système québécois prévoit une indemnisation automatique pour celles qui doivent cesser le travail, alors qu'aucune disposition équivalente n'existe dans le cadre canadien. Malgré le consensus social entourant ces mesures au Québec, leur application est freinée par un cadre fédéral qui limite notre autonomie.

Regardons aussi ce qui advient des CPE. Notre réseau de garderies subventionnées, financé à 100 % par Québec, a transformé le marché du travail et favorisé l'autonomie économique des femmes. Pourtant, dès sa création, le gouvernement fédéral s'est limité à continuer d'offrir des crédits d'impôt pour les parents utilisant les services de garde privés,

sans contribuer au financement du réseau québécois.

Plus récemment, quand Ottawa a lancé son programme pancanadien de garderies, il a promis de compenser Québec pour les services offerts par le passé. Le résultat est décevant : alors que les autres provinces reçoivent des fonds dédiés au développement de leurs garderies, Québec doit se contenter d'un montant négocié dans le cadre des transferts en santé, dont seule une partie peut être investie dans les CPE.

«C'est refuser de dépendre d'un cadre fédéral qui freine notre volonté de progresser.»

Veiller à notre sécurité économique

Certains éléments sont parfois dans notre angle mort, mais pourraient influencer la sécurité économique de toute la population québécoise. Par exemple, le Québec finance

déjà plusieurs services liés à l'emploi et à la sécurité sociale, mais il lui manque l'accès à un levier central : l'assurance-emploi, qui est gérée par le fédéral.

De plus, les règles de l'assurance-chômage sont conçues selon les priorités économiques du Canada. C'est pourquoi les travailleuses et travailleurs québécois ont été pénalisés par des réformes passées. Par exemple, pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre dans l'Ouest canadien, Ottawa a modifié en 2012-2013 le régime au détriment des emplois saisonniers, fragilisant notamment le secteur des pêches dans l'Est-du-Québec.

Pour une égalité réelle

L'égalité hommes-femmes fait partie intégrante de notre identité collective. Le Québec a démontré sa capacité d'innover avec l'équité salariale, les congés parentaux ou les CPE. Ces réalisations sont le fruit de décisions prises ici, selon nos besoins et nos valeurs. Dire «oui» à la souveraineté, c'est dire «oui» à la possibilité de renforcer ces acquis et d'en créer de nouveaux. C'est refuser de dépendre d'un cadre fédéral qui freine notre volonté de progresser. Le Québec doit se donner les pleins pouvoirs d'en faire un pilier de son projet national.



Le NON victorieux dans Bonaventure

À contre-courant de leur région, des militants ont défendu l'unité canadienne avec détermination lors du référendum de 1995. Dans un océan de drapeaux fleurdelisés et de ferveur souverainiste, la circonscription de Bonaventure s'est braquée devant la vague du oui dans l'Est-du-Québec.

Johanne Fournier

En Gaspésie, Bonaventure incarne la résistance. Seule circonscription du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie à voter non avec 52 % des voix, elle doit sa victoire à une organisation libérale solide et à l'héritage politique de Gérard D. Lévesque, député pendant 37 ans. Le président de l'Association libérale locale en 1995 se souvient avec fierté de la campagne référendaire. «On avait travaillé pour gagner le référendum et on l'a gagné», affirme Fabrice Bourque.

Forte représentation

Selon celui qui militait pour le non, l'Association comptait, à une certaine époque, de 2000 à 3000 membres. Il estime que, sur une population qui était de 26 000 à 28 000 personnes,

les membres représentaient près de 10 % de la population. «Ça se jasait beaucoup dans les familles et c'est comme ça qu'on avait gagné le référendum», explique monsieur Bourque. La stratégie reposait sur un maillage serré du territoire, avec «une ou deux personnes dans chaque municipalité qui étaient en charge».

Le chef du Parti progressiste-conservateur du Canada de cette période et qui était vice-président du comité du non au Québec avait particulièrement misé sur Bonaventure. Fabrice Bourque se souvient de l'assemblée publique de Caplan, à laquelle avait pris part Jean Charest et lors de laquelle il avait prononcé un discours marquant sur l'importance de rester au sein du Canada. Sa présence avait galvanisé les militants, convaincus que la séparation représentait un risque économique trop grand.

Comité du non modeste

Dans la circonscription de Matane, la situation était bien différente de celle de Bonaventure. L'ex-maire de Matane, qui avait été l'attaché politique du député fédéral Pierre



Les députés Marcel Landry (Bonaventure), Solange Charest (Rimouski), Guy Lelièvre (Gaspé), Danielle Doyer (Matapédia) et Matthias Rioux (Matane). Photo courtoisie

De Bané, militait au sein du comité du non. Selon Claude Canuel, l'organisation était plutôt modeste. «J'étais responsable du comité du non dans Matane avec Maurice Gauthier. Mais, ce n'était pas une équipe à temps plein. C'était spon-tané.»

Face à la domination du Parti québécois, monsieur Canuel reconnaît lucidement que, «quand on pense qu'on ne fera pas la différence, on ne met pas trop d'efforts.»

Son vote pour le non découlait d'une conviction profonde. «Depuis que je suis au monde, je suis fier d'être Canadien. Quand on a commencé à parler de séparation, je n'ai jamais rien vu de bon à être à part quand on est moins.» Son expérience à Ottawa auprès du ministre De Bané, qui était dans l'équipe de l'ancien premier ministre Pierre-Elliott Trudeau, l'avait convaincu de l'importance de la présence francophone au fédéral.



Claude Canuel était responsable du camp du non dans la circonscription de Matane. Photo Johanne Fournier

Entre soulagement et inquiétude malgré la victoire

Le soir du référendum, les réactions dans le camp du non oscillent entre soulagement et inquiétude. À Bonaventure, Fabrice Bourque et ses militants célèbrent leur victoire locale, malgré la marge serrée à l'échelle du Québec.

Johanne Fournier

«Sur le moment, on était content que le oui ne soit pas passé et que Bonaventure ait résisté.»

Mais, il admet du même souffle que

le moment était assez émotif et que les réactions étaient plutôt mitigées. «Même si on avait gagné, ce n'était quand même pas une grosse victoire! On voyait aussi que la société québécoise était divisée.»

Minoritaires dans leur région, mais tout de même victorieux dans leur circonscription, les militants du non dans Bonaventure ont, à leur façon, marqué l'histoire référendaire de l'Est-du-Québec.



La marche de Montréal a changé la donne

Des milliers de personnes de tout le Canada ont afflué à Montréal, le 27 octobre 1995, pour se joindre aux Québécois qui se mobilisent pour l'unité nationale. Photo La Presse Canadienne- Ryan Remiorz

Une semaine avant le référendum du 30 octobre 1995, un événement allait profondément ébranler la campagne et, selon plusieurs souverainistes, changer l'issue du vote : la marche pour le non à Montréal. Trente ans plus tard, cet épisode demeure l'un des plus controversés de l'histoire référendaire québécoise.

Johanne Fournier

Pour les militants du oui au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, qui sentaient la victoire à portée de main, cette mobilisation massive a constitué un choc. Pour celle qui a été députée de Matapédia et déléguée de la Commission sur l'avenir du Québec pour le Bas-Saint-Laurent, l'impact a été dévastateur. « Dans les journées antérieures au référendum, je recevais des téléphones parce que les gens étaient bouleversés, témoigne Danielle Doyer. La marche pour le non à Montréal a beaucoup fait mal. »

Elle raconte avoir reçu des appels désespérés. « Des gens pleuraient au téléphone et disaient qu'ils voulaient voter oui, mais qu'ils n'étaient plus certains depuis qu'ils avaient vu la marche à Montréal avec les gens qui disaient qu'ils nous aimaient. »

Spectacle émotionnel

Des dizaines de milliers de Canadiens venus de l'extérieur du Québec ont convergé vers Montréal, transportés par train et par avion spécialement affrétés. Brandissant des pancartes « We love you » et des drapeaux canadiens, ils ont créé un spectacle émotionnel puissant, diffusé en boucle à la télévision. Pour les souverainistes, cette démonstration relevait de la manipulation orchestrée avec des fonds publics.

Matthias Rioux, qui était député de Matane, ne mâche pas ses mots. « Ce qui est le plus scandaleux, c'est

qu'on s'est fait voler ce référendum! C'était une hypocrisie monstre, financée par le gouvernement canadien. De plus, on violait la loi sur les référendums en injectant des milliers et des milliers \$ pour payer les déplacements de ces gens-là »

Selon madame Doyer, ce rassemblement a eu un effet psychologique sur

le vote. La députée devait rassurer ses électeurs qui étaient bouleversés. « Je leur disais que ce n'était pas une question d'amour et je leur rappelais l'argumentaire pour le oui. Mais, certains continuaient à dire que les gens de la marche nous aimaient et qu'ils ne voulaient pas qu'on quitte le Canada. »



Jacques Parizeau et Danielle Doyer Photo courtoisie

Intervention illégitime qui a faussé un processus démocratique

Pour le camp souverainiste, la question du financement demeure centrale. Madame Doyer précise que « les camps du oui et du non ont dépensé à peu près les mêmes montants et qu'ils ont respecté les règles de la Direction générale des élections du Québec. »

Johanne Fournier

Mais, le fédéral avec Jean-Chrétien, Jean Charest et tous les autres qui étaient pour le non ont dépensé

autant en argent que le camp du oui et le camp du non réunis », dénonce-t-elle encore.

Trente ans plus tard, la marche de Montréal symbolise, pour les souverainistes, une intervention illégitime qui a faussé un processus démocratique. Pour les fédéralistes, elle représente l'expression légitime de Canadiens souhaitant préserver leur pays. Le débat sur sa légalité et son impact demeure.



Voter, un geste qui façonne notre quotidien

Le dimanche 2 novembre, nous sommes appelés aux urnes pour élire nos représentants municipaux. Malheureusement, chaque fois que revient ce rendez-vous démocratique, on constate le même phénomène décevant : les taux de participation aux élections municipales demeurent systématiquement plus faibles qu'aux scrutins provincial et fédéral.

Comme si la politique locale était moins importante, moins digne d'intérêt. Quelle erreur !

En réalité, ce sont nos élus municipaux qui exercent l'influence la plus directe et immédiate sur notre qualité de vie quotidienne. Ce sont eux qui décident si notre rue sera déneigée rapidement l'hiver, si le parc près de chez nous sera rénové, si la bibliothèque municipale restera ouverte le samedi. Ce sont eux qui établissent les règlements de zonage qui détermineront si un immeuble de six étages pourra être érigé devant notre fenêtre, si un terrain vague deviendra un espace vert ou un stationnement.

Enjeux régionaux

Au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, les enjeux municipaux revêtent une dimension encore plus cruciale. Nos municipalités font face à des défis uniques : l'exode des jeunes vers les grands centres, le vieillissement de la population, l'entretien d'infrastructures qui deviennent vétustes, la revitalisation des centres-villes, l'accès aux services de santé et l'attraction de nouveaux résidents, tout cela avec des budgets limités.

Les décisions prises par nos conseils municipaux dans les quatre prochaines années détermineront si nos communautés continueront de se développer ou si elles stagneront.

Logement et environnement

Prenons l'exemple du logement, un enjeu brûlant d'actualité. Ce sont les municipalités qui contrôlent le zonage, qui approuvent ou refusent les projets de construction, qui peuvent faciliter l'établissement de coopératives d'habitation ou imposer des règlements favorisant le développement résidentiel. Votre maire et vos conseillers ont un pouvoir direct sur la disponibilité et le coût des logements dans votre ville ou village.

«De toute façon, rien ne change jamais», entend-on. Mais, c'est justement en ne votant pas qu'on garantit que rien ne changera.

Les questions environnementales sont également du ressort municipal. Tout en tenant compte des changements climatiques, la gestion des matières résiduelles, la protection des milieux naturels, l'aménagement du territoire et la qualité de l'eau potable sont autant de responsabilités qui relèvent de l'administration municipale.

Dans nos régions côtières particulièrement vulnérables à l'érosion et aux tempêtes, ces décisions peuvent avoir des conséquences majeures.

Informez-vous

Certains diront qu'ils ne connaissent pas suffisamment les candidats ou les enjeux. C'est précisément le moment de s'informer ! Les prochains jours offrent l'occasion de lire les pro-



Un bulletin de vote est déposé dans une boîte de scrutin. Photo La Presse Canadienne

grammes ainsi que de questionner les candidats sur leurs visions et leurs priorités. Les médias locaux, dont *Le Soir*, regorgent d'information sur les élections en cours. L'ignorance n'est pas une excuse valable pour l'abstention.

D'autres invoqueront le cynisme. «De toute façon, rien ne change jamais», entend-on. Mais, c'est justement en ne votant pas qu'on garantit que rien ne changera. La démocratie municipale offre pourtant un espace unique de proximité avec nos élus.

Il est beaucoup plus facile d'interpeller son maire ou son conseiller municipal que son député provincial ou fédéral. Cette accessibilité ne devrait-elle pas nous inciter à participer davantage ?

Devoir de citoyen

Le 2 novembre, prenez quelques

minutes pour accomplir votre devoir de citoyen. À moins qu'ils n'aient déjà été élus sans opposition, votez pour les candidats qui partagent votre vision d'avenir pour votre communauté. Votez pour ceux qui présentent des idées concrètes pour attirer de jeunes familles, pour dynamiser l'économie locale, pour améliorer les services aux citoyens. Vous pouvez aussi voter contre ceux dont vous désapprouvez les orientations. Mais surtout, votez !

Si vous n'allez pas voter, vous laissez à d'autres le soin de décider de l'avenir de votre municipalité. Vous perdez aussi le droit moral de critiquer les décisions qui seront prises au cours des quatre prochaines années. La démocratie locale n'est pas un spectacle auquel on assiste passivement. C'est plutôt un exercice auquel on participe activement. Le 2 novembre, faites entendre votre voix !



Les Camps de pêche au Québec

150 ans d'histoire et de découvertes

«Les Camps de pêche au Québec» est le titre du plus récent ouvrage grand format de Pierre Lahoud, un historien, protecteur de l'environnement et du patrimoine bâti, un photographe volant d'exception qui, depuis 50 ans, photographie la sauvagerie d'un Québec comme on ne la voit jamais.

Pierre Lahoud a survolé et photographié 40 camps de pêche, dont plusieurs lui ont été accessibles de l'intérieur, partout au Québec, sur les abords de plusieurs rivières à saumons de la Gaspésie et ailleurs, qui ont attiré de riches familles et gens d'affaires du Canada et des États-Unis, notamment.

Plusieurs de ces camps sont encore privés, même si le grand déclubage de 1978 a redonné la forêt et ses ressources fauniques, halieutiques et cynégétiques aux Québécois. Mais nombreux sont les propriétaires qui participent à la protection et de la ressource salmonicole.

Magnifiques et rustiques

Selon Pierre Lahoud, un seul de ces camps, le plus prestigieux au monde, le «Restigouche Salmon Club», construit en 1931, demeure inaccessible, étant réservé uniquement à ses membres, comme il le raconte en entrevue dans l'émission radio et le balado «Rendez-Vous Nature».

L'histoire de ces camps révèle que plusieurs d'entre eux, dont le légendaire Club du Triton, ont reçu des personnages légendaires, des hommes politiques, notamment Winston Churchill et Rockefeller. Le Triton était un camp d'origine anglophone jusqu'en 1960. Les pressions de l'ex-premier ministre du Québec, Jean Lesage, ont libéralisé son accès aux Québécois.



L'œuvre «Les Camps de pêche au Québec» de Pierre Lahoud. Photo Ernie Wells

Dans les 260 pages glacées de l'œuvre «Les Camps de pêche au Québec», Pierre Lahoud dévoile plein de secrets visuels et écrits demeurés inconnus, des bâtiments magnifiques et rustiques très bien conservés, certains de 150 ans, et qui font partie de l'histoire du Québec. Ces camps, dans leur construction comme dans leur aménagement intérieur entièrement en bois, avec des foyers de pierres naturelles des régions, donnent encore envie de les habiter.

Projet de 20 ans

Lahoud a échelonné son projet sur 20 ans, capté des milliers de photos et sélectionné celles qui, selon lui, des camps sont devenus des biens du patrimoine québécois, bâtis, à l'époque d'étrangers fortunés et passionnés de chasse et de pêche, surtout du saumon. Comme le «Lorne Cottage», premier chalet au Canada préfabriqué en 1880 et transporté de Québec par bateau jusqu'à

le «Camp Red Pine» sur la rivière Restigouche, en 1931, le «Camp Breaky» au lac Portage, en Beauce, le «Camp Natashquan», situé aux abords de la rivière du même nom et le «Hill Camp», près la rivière Saint-Jean sur la Côte-Nord, ont notamment retenu l'œil de Pierre Lahoud. Comme le «Camp Saumon», de la famille Dutil, dans l'est de l'île d'Anticosti.

Convertis en pourvoiries

Survoler ces lieux du ciel pour les voir de haut, en redescendre pour partager ses découvertes avec tous les amateurs de plein air, de chasse et de pêche, et d'histoire, c'est mission accomplie pour Pierre Lahoud dans «Les Camps de pêche au Québec».

Un ouvrage impressionnant, captivant par son contenu historique, ses photos inédites, qu'on ne se lasse pas de parcourir d'un couvert à l'autre, d'y revenir encore et encore. À se procurer pour soi, pour offrir aux pêcheurs-chasseurs, aux curieux, en tout temps et comme en cadeau des Fêtes.



Pierre Lahoud a échelonné son projet sur 20 ans, capté en vol des milliers de photos et sélectionné des camps devenus des biens du patrimoine québécois. Photo courtoisie

Les sœurs Morissette partent au Japon

La joueuse de badminton de L'Anse-au-Griffon, Clémence Morissette, vivra sa première expérience sur la scène internationale, du 15 au 26 novembre. Elle prendra part aux Sourdlympiques 2025 qui auront lieu à Tokyo, au Japon, avec sa sœur Marguerite.



Annie Levasseur
alevasseur@lesoir.ca

«J'ai très hâte d'y participer et de voir comment ça va se passer. Je suis un peu dans l'incertitude parce que c'est la première fois que je prends part à des jeux pour sourds et malentendants», exprime l'athlète de 24 ans, qui habite maintenant à Sainte-Luce, près de Rimouski.

Clémence Morissette s'est installée dans La Mitis, l'été dernier, pour travailler à la Clinique vétérinaire de l'Estuaire de Mont-Joli. Elle est impatiente de vivre cette expérience avec sa sœur de 26 ans. «Elle est sourde également et elle fait beaucoup de compétitions à Québec. Elle a été approchée pour faire partie de l'équipe canadienne de badminton et leur a parlé de moi», affirme-t-elle.

Habituées de jouer au badminton avec leurs implants, les sœurs Morissette devront les retirer pour cette compétition internationale. «Nous allons tous partir sur un même pied

d'égalité. Nous n'allons vraiment rien entendre. Ce genre de compétition est un beau moyen d'inclure toute la communauté et ça nous permet de rencontrer d'autres personnes qui vivent la même chose que nous.»

La délégation canadienne qui se rendra à Tokyo est composée de six athlètes (quatre hommes et deux femmes). Chacun jouera individuellement, en double, en mixte et par équipe. «Nous ne connaissons pas le calibre, donc c'est difficile pour nous de voir ce qui nous attend. Nous allons là avec l'objectif de jouer notre meilleur badminton et de bien représenter le Canada et le Québec. Ça nous permettra d'établir des objectifs plus précis pour les prochains Sourdlympiques», explique Clémence Morissette.

Sport familial

La jeune femme a commencé le badminton alors qu'elle était au secondaire. Sa sœur et elle étaient alors entraînées par leur père. «Toute notre famille joue beaucoup au badminton. J'aime le fait que c'est un sport assez stratégique et qui est très physique. C'est une belle alliance.»

Après avoir pratiqué son sport de manière récréative pendant ses études en médecine vétérinaire, la jeune femme a recommencé à s'entraîner de façon plus sérieuse l'an

Les sœurs Marguerite et Clémence Morissette.
Photo courtoisie



dernier. «J'ai recommencé quand je rejoins l'équipe canadienne. Je fais des compétitions à Québec avec ma sœur. Je joue aussi dans de petites ligues à Rimouski», dit-elle.

Sourdes dès la naissance

Comme sa sœur, la Gaspésienne d'origine est née avec une surdité. «Nous avons une surdité moyenne et profonde. Nous avons été implantées très jeunes, vers deux ou trois ans. Nous n'avons donc jamais appris le langage des signes. Nous lisons beaucoup sur les lèvres.»

Lorsqu'elles pratiquent leur sport, leur

plus grand défi est la communication, autant avec leur partenaire, qu'avec les adversaires, les entraîneurs et les arbitres. «Pour les entraînements aussi c'est un défi. C'est très bruyant dans les gymnases, donc ça devient difficile avec nos implants de bien comprendre et c'est fatigant parce que ça demande plus d'efforts», mentionne Clémence Morissette.

L'Association sportive des sourds du Canada a lancé une campagne de financement pour soutenir les 48 athlètes canadiens qui se rendront à Tokyo. Il est possible de contribuer en se rendant au www.assc-sourdlympiques.ca.

Des équipes du Cégep de la Gaspésie rejoignent le RSEQ

Trois équipes de volleyball des différents campus du Cégep de la Gaspésie et des Îles accèdent officiellement aux divisions 2 et 3 (D2 et D3) du Réseau du sport étudiant du Québec, le RSEQ. Ces équipes évolueront sous une identité commune, celle du Bleu Marin.

Jean-Philippe Thibault

Pour la maison d'enseignement, cette intégration au RSEQ marque une étape importante dans le déve-

loppement du sport au sein de son organisation. «Les athlètes auront désormais l'occasion de se mesurer à des équipes de partout au Québec dans une ligue reconnue pour son encadrement et la qualité de ses compétitions», résume-t-elle.

Au campus de Gaspé, le nom du Bleu Marin est déjà bien implanté, avec l'équipe d'ultimate frisbee notamment. Celle-ci participera d'ailleurs au tournoi d'Edmundston les 15 et 16 novembre, puis à celui de

Rivière-du-Loup les 17 et 18 janvier. Les équipes féminine et masculine de futsal prendront part encore une fois cette année aux tournois de la ligue régionale. De son côté, la troupe de danse participera à l'Intercollégial de danse à Valleyfield du 17 au 19 avril. Dans la piscine, l'équipe de natation collaborera cette année avec l'équipe civile des Barracudas pour participer à différents événements dans la région. L'équipe féminine de volleyball D2 se joindra donc à l'aventure avec des compétitions au RSEQ.



L'équipe féminine de volleyball évoluera en D2. Photo Cégep de la Gaspésie et des Îles

Rémy Anglehart est un Viking avant tout



Rémy Anglehart demeure un joueur régulier des Vikings du Rocher.
Photo courtoisie

Même s'il a signé un contrat récemment avec les 3L de Rivière-du-Loup dans la Ligue nord-américaine de hockey (LNAH), Rémy Anglehart, demeurera un joueur régulier des Vikings du Rocher au cours de la prochaine saison.

Jean-Philippe Thibault

L'organisation en a fait mention, par voie de communiqué, alors qu'elle entamera sa saison 2025-2026 dans la Ligue de hockey senior de l'Est-du-Québec, ce samedi 1er novembre à 20 h, en visitant les Corsaires du Rocher.

Ses droits ont été acquis par les 3L dans une transaction avec Thetford Mines avant la campagne. Anglehart s'était déjà entendu plus tôt avec les Vikings.

«Conformément à la réglementation en vigueur, Rémy pourra disputer jusqu'à cinq matchs avec les 3L lorsque les horaires des deux forma-

tions ne seront pas en conflit. Nous nous réjouissons de pouvoir compter sur lui pour la saison à venir. Rémy est un joueur d'impact et un pilier dans notre vestiaire. Nous sommes fiers qu'il puisse poursuivre sa passion du hockey à deux niveaux, tout en priorisant la maison», indique sa direction.

Âgé de 26 ans, Anglehart a disputé les quatre dernières saisons avec les Aigles de l'Université de Moncton, où il a amassé 47 points en 82 matchs, après ses quatre années complètes dans la LHJMQ avec l'Armada de Blainville-Boisbriand, les Voltigeurs de Drummondville et le Titan d'Acadie-Bathurst.

À domicile le 8 novembre

Les Vikings lanceront leur campagne à domicile au Centre sportif Clément-Tremblay de Chandler, le 8 novembre, avec la visite des Fondations BA de Trois-Pistoles. Le Rocher recevra ensuite les Excavations Léon Chouinard de Mont-Joli, le

9 novembre, le Bar Laser de Causapscal, le 28 novembre et le 16 janvier, les Corsaires de Forillon, le 26 décembre et les Castors Côté Automobiles de Matane, le 18 janvier.

Maintenant désaffiliées de Hockey Québec, les équipes de la Ligue de hockey senior de l'Est-du-Québec disputeront un calendrier de 14 parties en saison régulière, réparties sur 10 fins de semaine. Causapscal rejoint cette saison Forillon et Le Rocher dans la division Est, alors que Trois-Pistoles, Mont-Joli et Matane composeront la division Ouest.

Le format des séries éliminatoires a aussi été modifié comparativement à l'an dernier. L'équipe qui termine première de chaque division obtiendra un laissez-passer. La première ronde opposera les 2^e et 3^e positions de la même division dans des affrontements au meilleur de trois rencontres (des 2 de 3). Les demi-finales seront des séries 3 de 5 alors que la finale devrait être un format 4 de 7.

Le Rocher-Forillon pour lancer la saison

Le coup d'envoi local de la saison 2025 des Corsaires sera donné ce 1^{er} novembre à 20 h à l'aréna de Rivière-au-Renard. Ils affronteront leurs adversaires de toujours, les Vikings.

Jean-Philippe Thibault

Le hasard faisant bien les choses, c'est l'ancien entraîneur du Rocher-Percé, Martin Hautcoeur, qui est dorénavant derrière le banc pour Forillon. Avec tous les changements qui s'orchestrent chaque année dans la Ligue de hockey senior de l'Est-du-Québec, le principal intéressé ne croit cependant pas que la situation lui donnera quelque avantage que ce soit.

«Ça évolue beaucoup. L'équipe a changé depuis. Il y a beaucoup de nouveaux joueurs. Je les connais, mais il faudra voir comment ils vont s'acclimater au senior. On regarde

plus de notre côté, bien honnêtement. On a des jeunes qu'on a pu voir dans des matchs intraéquipes. Ça va être intéressant de les voir dans une vraie situation de match.»

Alignement partant

À la ligne bleue, Jean-Luc Cotton, Mathieu Boulay, Olivier Cloutier et Maxime Pelletier seront de retour. À eux s'ajouteront Simon Poirier des Îles-de-la-Madeleine et Raphaël Duguay. Devant le filet, les deux cerbères Marc-Alain Paradis et Justin Sergerie seront de retour.

À l'attaque, l'alignement est composé de Marc-Antoine Massé, Tommy Dumont, Jordan Fournier, Michael Boulay, Gabriel Vallée, Marc-Olivier Mathurin, Alexis Mathurin et Ulric Martel. Deux recrues complètent le groupe avec Matis Martin et Dan Chrétien. Avec cette formation, l'en-



Un affrontement entre les Vikings du Rocher et les Corsaires de Forillon Photo courtoisie

traîneur croit être en mesure de terminer l'année en première position de la division (qui comprend également les formations du Rocher-Percé et de

Causapscal) pour jouer d'un précieux laissez-passer en première ronde des séries.



L'OCÉANIC DE RIMOUSKI

Luca Nappiot est l'une des belles révélations de l'Océanik

«Lane Hutson, un exemple pour moi»

L'une des belles trouvailles de l'Océanik en ce début de saison est certes Luca Nappiot. Visiblement, son adaptation aux patinoires nord-américaines s'est faite sans coup férir.



René Alary
ralary@lesoir.ca

À 5 pieds 9 pouces et 162 livres, le Suisse de 18 ans s'impose au sein de la brigade défensive. «La LHJMQ, c'est un autre niveau, bien plus haut que ce que j'avais l'habitude de jouer avant. Mais, c'est un super challenge pour moi. Je ne peux que grandir de ça et m'améliorer. Je me suis assez vite habitué aux patinoires plus petites que chez nous. Ma progression va bien, donc je suis vraiment content», explique Nappiot.



Luca Nappiot se plaît à Rimouski. Photo René Alary

Choix de troisième ronde de l'Océanik au dernier repêchage international de la LCH, le défenseur a de qui s'inspirer en pensant à son coéquipier Evan Dépatie, au plus bel espoir québécois en vue du prochain repêchage de la LNH en Xavier Villeneuve, de l'Armada, ainsi qu'au joueur vedette du Canadien, Lane Hutson.

Une place pour les petits gabarits

«Xavier Villeneuve, c'est un exemple pour tous les petits défenseurs. Notre plus bel exemple, c'est Lane Hutson, avec les Canadiens, qui prouve à tout le monde que dans le hockey d'aujourd'hui, même si tu es petit, l'habileté et la rapidité, ça peut combler la taille. Je pense qu'avec le hockey qui évolue et qui devient de plus en plus un jeu avec cinq joueurs en attaque et cinq en défense, les petits gabarits peuvent se faire une place.»

Il se dit impressionné par son collègue Dépatie. «Je regarde avec nous, Evan est très bon, il est en confiance, il est bon avec la rondelle et il joue bien défensivement, c'est beau à voir.»

Interrogé sur son idole dans le hockey suisse quand il était jeune, il a nommé un défenseur du nom de Dominik Egli.

«Il jouait à Davos et est parti, l'an dernier, pour jouer deux saisons en Suède. À part lui, ça a toujours été Lane Hutson, même avant ses deux saisons à l'Université de Boston. Je l'ai toujours regardé, il est un exemple pour moi», dit-il.



Luca Nappiot a été le choix de troisième ronde de l'Océanik au dernier repêchage international de la LCH. Fotophoto.net - Iften Redjah

Tournoi pee-wee

Son premier contact avec la LHJMQ remonte à son passage au Tournoi international pee-wee de Québec avec une équipe de la Suisse. «On est alors allé voir un match des Remparts de Québec. C'est là que j'ai découvert cette ligue que je suivais quand même pas mal sur les réseaux sociaux. L'année passée, quand Basile Sansonnens est venu jouer ici. C'est là que j'ai découvert de plus en plus le club et que je suis rentré en contact avec l'Océanik.»

Son entraîneur, Joël Perrault, voit une belle progression dans son jeu.

«Luca est un défenseur électrisant quand tu le regardes, avec un physique un peu plus petit. C'est sûr qu'un

voyage 3 en 3, c'était difficile pour lui physiquement. J'ai trouvé qu'il a joué du très bon hockey la fin de semaine dernière. Il pratique très bien, c'est un gars qui est extrêmement discipliné. Il est toujours le premier arrivé à l'aréna. Il prend soin de lui et est toujours de bonne humeur. Il progresse très bien. Chaque match, on en voit un petit peu plus.»

Après celui contre le Drakkar à Baie-Comeau, en fin de semaine dernière, l'Océanik se prépare à un nouveau programme double contre les Remparts de Québec. Les deux équipes s'affronteront d'abord au Colisée Financière Sun Life, ce vendredi 31 octobre à 19 h, avant de se retrouver au Centre Vidéotron, ce dimanche 2 novembre, à 15 h.

Éditrice :
Louise Ringuet
Directeur régional de l'information :
Olivier Thériault

Le SOIR

Adjointe à l'éditrice et directrice du développement des affaires : Nadine Perron
Directrice adjointe régionale de l'information : Johanne Fournier

Journalistes :
René Alary
Alexandre D'Astous
Véronique Bossé
Dominique Fortier

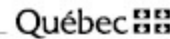
Annie Levasseur
Bruno St-Pierre
Jean-Philippe Thibault

Conseiller-ère en solutions médias : Alexandre Bédard Lamer,
Rémi Côté et Hélène Houde
Coordonnatrice à la maquette et web : Mélanie Dardaiche
Coordonnateur expérience client et projets spéciaux : Frands Mimeault
Graphistes : Aude Robert-Gingras, Benoit Guérrette
Développement web : Martin Ayotte Cummings

Publié par : Publications Le Soir Inc. ISSN : 2562-0126 (en ligne)



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



Vous cherchez une façon de vous distinguer?

PENSEZ À NOS VERSIONS WEB ET PAPIER

Nos spécialistes en solutions
médias sauront vous guider grâce
à leur savoir-faire éprouvé.

On vous remarquera à tout coup!

581 805-9908 poste 3170

Le SOIR